



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

53147



Distr.:
LIMITÉE

E/ECA/TRADE/91/3
4 février 1991

Original: FRANÇAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dixième Réunion du Comité d'Experts
du MULPOC de l'Afrique du Nord

Tangier, Maroc
11-13 février 1991

**RAPPORT SUR LA LIBÉRALISATION DU COMMERCE ET LA
FACILITATION DU COMMERCE DANS LE CONTEXTE DES
GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES SOUS-REGIONAUX**

[Activité 2.1 (ii)]

I. INTRODUCTION

1. Le Plan d'action de Lagos, adopté en 1980 par les Chefs d'Etat et de gouvernement encourage l'introduction graduelle de la libéralisation des programmes commerciaux par groupements sous-régionaux de coopération économique. En inscrivant le présent rapport à son programme de travail, le secrétariat de la CEA a voulu faire le point de la situation en ce qui concerne la libéralisation et la facilitation des échanges commerciaux par sous-région, dix ans après l'adoption du Plan d'action de Lagos. La présente étude traite ce problème en Afrique du Nord. Elle vise à identifier les principaux obstacles d'ordre économique, tarifaire et non tarifaire et à présenter quelques solutions possibles en vue d'accélérer le processus de libéralisation et de facilitation du commerce en Afrique du Nord.

II. SITUATION DES ECHANGES INTRA-SOUS-REGIONAUX

2. D'une façon générale, on constate que les productions agricoles et les produits alimentaires constituent une source importante de transactions interafricaines, mais la place qu'ils tiennent varient de sous-région en sous-région. En Afrique du Nord, ces produits sont échangés en grande quantité. Selon une étude antérieurement élaborée par le secrétariat de la CEA ^{1/} la structure de produits alimentaires faisant l'objet d'échanges intra-sous-régionaux consiste en citrons, huile d'olive, riz et produits de pêche. Le niveau du commerce en produits manufacturés demeure relativement bas.

3. Les tableaux 1 et 2 donnent des indications claires sur le niveau des échanges bilatéraux ainsi que les principaux partenaires commerciaux. On remarquera que l'Afrique du Nord entretient très peu de rapports commerciaux avec les pays africains au sud du Sahara.

III. PRINCIPAUX OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DE CES ECHANGES

4. Le faible niveau du commerce intra-sous-régional trouve son explication dans les structures de production parallèles des économies de ces pays. Ceux-ci sont pour la plupart des producteurs de produits primaires alors que leurs besoins les plus pressants consistent en produits manufacturés pour lesquels les pays développés ont un avantage certain. En outre l'industrialisation n'est pas encore diversifiée. Les échanges intra-sous-régionaux de produits manufacturés stagnent à cause de la faiblesse de la base technologique qui affectent la qualité et la compétitivité de ces produits. A cela, il conviendrait d'ajouter le facteur psychologique qui tend à considérer les produits importés comme meilleurs à ceux qui sont produits localement.

5. Une autre catégorie importante d'obstacles au développement de ce commerce a trait aux problèmes institutionnels. L'information commerciale

^{1/} Source: E/ECA/TRADE/95, p.5.

fait parfois défaut dans certains pays. Il arrive que des hommes d'affaires soient mieux informés sur les possibilités commerciales existant outre mer que sur celles de la sous-région. Les institutions de commercialisation n'entretiennent pas des rapports de collaboration indispensables à l'essor de ces échanges.

6. Le manque de devises requises pour les transactions commerciales constitue également un obstacle à ce commerce.

7. Des difficultés physiques liées aux transports et communications peuvent entraver les transactions commerciales. Les coûts de transport demeurent élevés du fait de l'acquisition et de l'entretien du matériel de transport ainsi que de la distance à parcourir. Les communications ne sont pas non plus développées, il est plus facile de communiquer avec le monde développé qu'avec les pays d'une même sous-région.

8. Outre les problèmes identifiés ci-dessus, les barrières d'ordre tarifaire et non tarifaire contribuent à freiner l'essor des échanges intra-africains. Les données disponibles montrent que les pays africains en général appliquent des taux tarifaires élevés et opposent nombre d'obstacles non tarifaires au mouvement des biens et services provenant d'autres pays africains. En effet, les différences des politiques tarifaires et fiscales ne sont pas de nature à favoriser les échanges internationaux. En outre la multiplicité des réglementations relatives aux échanges extérieurs tels que le système de licences, le contingentement, les différents contrôles opérés aux postes frontaliers limite considérablement le volume du commerce intra-africain enregistré.

9. Tous les pays d'Afrique du Nord appliquent un catalogue de droits de douane, de taxes à effet équivalent comme instruments de politique commerciale qui diffère de pays en pays. Cette politique peut viser la protection d'industries naissantes, l'accroissement de revenus gouvernementaux ou l'amélioration de la situation de la balance des paiements. Ces droits de douane revêtent une importance particulière pour certains pays de la sous-région. En outre, tous les pays de l'Afrique du Nord appliquent des barrières non tarifaires à leurs importations. Celles-ci comprennent l'obtention de licences, les restrictions quantitatives, le dépôt d'avance pour importations, le contrôle sanitaire, le contrôle de la qualité, le contrôle de change, la présentation d'un certain nombre de documents à l'importation etc.. Tous ces exigences visent à protéger les industries nationales, à épargner les devises et à améliorer la situation de la balance des paiements. L'Annexe I illustre les quelques mesures d'ordre tarifaire et non tarifaire que les pays de la sous-région ont prises durant les années 1980.

IV. LIBERALISATION DES ECHANGES AU SEIN DE LA SOUS-REGION

a) Mesures prises par les Etats membres

10. Les Etats africains se sont accordés à reconnaître qu'il est aujourd'hui indispensable de favoriser la coopération afin d'accélérer leur croissance économique. Le Plan d'action de Lagos que les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine ont adopté en avril 1980 met un accent particulier sur l'urgente nécessité d'accorder une place de choix à l'intégration des marchés aux niveaux régional et sous-régional en vue de développer les échanges intra-régionaux, considérés comme la moteur de la croissance socio-économique. Les programmes d'intégration commerciale dans les autres sous-régions de l'Afrique ont fait l'objet de rapports séparés qui sont présentés aux instances des autres MULPOCs.

11. En ce qui concerne la sous-région de l'Afrique du Nord, le Plan d'action de Lagos a implicitement invité les Etats membres à envisager "la création d'une zone d'échanges préférentiels pour les Etats d'Afrique du Nord" comme une priorité des priorités. Par ailleurs, tout comme pour les autres sous-régions, le Plan préconise le commencement des négociations au sein des différentes sous-régions au plus tard en 1985 en vue de réduire progressivement et d'éliminer finalement les barrières commerciales existant entre les dites sous-régions. Il a été également suggéré que d'ici à l'an 1990, les Etats membres s'efforcent d'éliminer tous les obstacles au commerce qui freinent leurs échanges réciproques. Au cours de ce processus de réduction et d'élimination finale des barrières commerciales, un accent particulier devrait être mis sur les échanges de produits essentiels.

12. La présente section fait le point de la situation qui ne prétend pas à l'exhaustivité, faute de disponibilité d'informations à jour au sein du secrétariat - en ce qui concerne les diverses mesures prises par les pays d'Afrique du Nord conformément à la libéralisation des échanges intra-sous-régionaux telle que préconisée par le Plan d'action de Lagos. Des efforts louables ont été déployés en vue d'organiser un système d'intégration adapté aux réalités de la sous-région. Les pays d'Afrique du Nord ont effectivement décidé de la création d'un cadre institutionnel de coopération commerciale. En 1987, les représentants des Etats de l'Afrique du Nord ont opté pour la mise en place progressive d'une zone d'échanges préférentiels pour la sous-région d'Afrique du Nord. La résolution adoptée à cet effet par le Conseil des plénipotentiaires du MULPOC de l'Afrique du Nord fut endossée par la Conférence des ministres de la CEA, par sa résolution 593 (XXII) d'avril 1987. Le Conseil a ensuite chargé le Groupe intergouvernemental d'experts d'arrêter les modalités de la création d'une Zone d'échanges préférentiels (ZEP), notamment en 2/:

- a) menant toutes les négociations nécessaires à la rédaction d'un Projet de Traité qu'examinerait le Conseil des plénipotentiaires du MULPOC;
- b) élaborant 11 protocoles distincts définissant les divers domaines de la coopération entre les pays de la sous-région; et
- c) soumettant au Conseil des plénipotentiaires toutes autres propositions pouvant contribuer à la création de la ZEP.

13. Dans le contexte du Plan d'action de Lagos, l'intégration des marchés constitue une étape importante dans le processus d'intégration économique. La ZEP favorise la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité économique, en particulier dans les domaines du commerce et des douanes. En privilégiant la réduction progressive et l'élimination définitive des barrières commerciales, sur une base sélective de produits à échanger, les Etats membres de la zone visent l'accroissement du volume des échanges intra-sous-régionaux.

14. La zone d'échanges préférentiels pour les Etats d'Afrique du Nord n'a pas encore vu le jour. Les Etats membres ne sont qu'au stade de principes. Selon le programme de réunions et de négociations tel qu'il a été établi par le Conseil des plénipotentiaires du MULPOC d'Afrique du Nord, c'est en mars 1990 que les plénipotentiaires auraient dû se rencontrer pour examiner le Projet de Traité instituant la ZEP ainsi que les divers protocoles et déterminer les dates et le lieu de signature du Traité par les Chefs d'Etat et de gouvernement (voir l'annexe II).

15. Si la totalité des pays d'Afrique du Nord ne sont pas encore parvenus à instituer un cadre global de coopération commerciale et douanière, il n'en demeure pas moins vrai qu'ils poursuivent des politiques de libéralisation commerciale dans le cadre de conventions bilatérales. Celles-ci, signées entre la plupart des pays de la sous-région accordent des privilèges portant sur la franchise totale ou partielle ou encore la réduction progressive des droits de douane. Elles établissent les listes de produits bénéficiant de la franchise totale ou soumis à contingentement.

16. D'autres systèmes d'intégration ont récemment vu le jour dans la sous-région. Le Traité portant création de l'Union du Maghreb arabe (UMA) fut signé en février 1989 par l'Algérie, le Maroc, la Jamahiriya arabe libyenne, la Tunisie ainsi que la Mauritanie - qui appartient à d'autres groupements économiques de l'Afrique de l'Ouest. Son programme d'action couvre les domaines économique, social et culturel. Dans le domaine économique, le Traité prévoit le développement de la sous-région grâce à la création des entreprises conjointes.

Cette intégration économique se réalisera en quatre étapes:

- a) Création de la zone de libre échange avant 1992;
- b) Création de l'Union douanière avant 1995;

- c) Création du marché commun maghrébin d'ici l'an 2000;
- d) Création de la Communauté économique dont la date n'est pas encore fixée.

Ces différents niveaux de coopération impliquent ce qui suit:

- a) Une zone de libre échange est un arrangement par lequel les pays membres s'accordent à supprimer ou éliminer graduellement toutes les restrictions commerciales y compris les barrières tarifaires et non-tarifaires;
- b) Une Union douanière est une forme de coopération prévoyant l'élimination des droits d'entrée sur les marchandises provenant des Etats membres et l'instauration d'un tarif extérieur commun;
- c) Un marché commun revêt la forme d'une Union douanière et prévoit en plus la libre circulation des facteurs de production;
- d) Une Communauté économique possède les caractéristiques d'un marché commun et prévoit en outre l'adoption de politiques économiques conjointes dans tous les secteurs.

17. Ces considérations font ressortir les diverses mesures de libéralisation des échanges que les Etats membres sont appelés à prendre. Les actions que les Etats membres de l'Union ont déjà entreprises concernant la première phase de sa création, à savoir la Zone de libre échange:

- a) Lors de leur réunion tenue à Alger les 18 et 19 octobre 1990, les ministres des affaires étrangères, les ministres de l'économie et du plan, les ministres des finances et les ministres de l'agriculture de l'Union ont reconnu la nécessité pour les Etats membres de stabiliser les droits de douane et toutes les taxes à effet équivalent ainsi que les taxes internes existant à la date de l'entrée en vigueur du Traité de l'Union. Ils ont en outre recommandé la réalisation des études portant sur l'établissement d'un calendrier de réduction des barrières tarifaires et non tarifaires du sein de l'Union et l'harmonisation des droits de douane et des taxes à effet équivalent vis-à-vis de pays tiers;
- b) le 14 décembre 1990 ^{3/}, les ministres de l'économie des Etats membres de l'Union se sont rencontrés pour mettre au net un pacte commercial et tarifaire qui constituera la première étape concrète vers la création de l'Union douanière envisagée en 1995. Le pacte, selon le Ministre algérien de l'économie, a pour objectif la libre circulation des biens, la suppression des barrières non tarifaires et la protection tarifaires des produits maghrébins contre la compétition étrangère.

^{3/} Source: Information tirée de l'Ethiopian Herald No. 82, Vol. XLVII.

18. Il est donc clair que les politiques commerciales et tarifaires visent à la fois à libéraliser les échanges intra-maghrébins et à protéger les industries naissantes contre la concurrence des pays développés.

V. FACILITATION DES ECHANGES EN AFRIQUE DU NORD

19. Le commerce intra-africain est écrasé par une masse de formalités et de procédures administratives. La diversité et la complexité des législations commerciales et douanières, des documents commerciaux et des formalités connexes constituent une entrave au développement des échanges intra-sous-régionaux. En matière de réglementation douanière, chaque pays édicte des législations nationales et autonomes qui sont souvent différentes de celles en vigueur dans les pays partenaires appartenant à une même sous-région. Comme dans beaucoup d'autres pays africains, les importations sont assujetties à l'obtention de licences préalables auprès des départements habilités. De telles procédures sont souvent décourageantes et consomment beaucoup de temps. Les commerçants africains, pour la plupart de semi-illettrés éprouvent d'immenses difficultés à accomplir entièrement ces formalités.

20. C'est dans le souci d'harmoniser, de simplifier et d'uniformiser les formalités, les procédures à l'importation et à l'exportation que plusieurs pays ont convenu des Traités et Conventions proposant des normes destinées à faciliter le commerce international. De plus, des Etats appartenant à la même zone géographique ont également convenu des Traités et Protocoles visant à simplifier et harmoniser les procédures et documents commerciaux en vue de la facilitation du commerce. C'est le cas des Etats membres de la CEDEAO, de la CEEAC et de la ZEP des Etats de l'Afrique de l'est et australe. Ces accords de coopération s'alignent sur les normes et documents internationaux. Il sera nécessaire que le processus d'intégration économique dans lequel seront engagés tous les pays de la sous-région inclue un volet traitant de la facilitation du commerce.

VI. RECOMMANDATIONS

21. Les ministres africains du commerce se sont réunis en session extraordinaire à Addis-Abeba, du 14 au 17 décembre 1990 pour adopter les Stratégies pour la relance, le redressement et la croissance du commerce africain dans les années 1990 et au-delà. Après avoir reconnu que la taxation des biens importés et autres restrictions commerciales entre pays africains sont des obstacles majeurs à la coopération commerciale fructueuse en Afrique, les ministres du commerce ont convenu de définir la stratégie suivante en matière de libéralisation des échanges 4/:

- i) L'octroi du traitement de "la nation la plus favorisée" aux produits, au transfert de technologie et aux services originaires des autres pays africains, y compris les préférences sur les produits industriels et agricoles;

4/ Source: E/ECA/TRADE/89/25/Rev.3, p. 18.

- ii) L'engagement à poursuivre la réduction et l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires appliquées sur les biens produits dans d'autres pays africains; et
- iii) La mise au point d'un système efficace pour dédomager les pays ayant subi des pertes de recettes suite à la suppression progressive des barrières tarifaires sur les mouvements des biens et services entre groupes de pays. Ceci peut être mieux réalisé grâce à un usage plus large des mécanismes déjà en place tels que les groupements économiques régionaux établis en tant que base du commerce intra-africain. Ces mesures auront pour effet d'accroître les possibilités de création de nouvelles entreprises multinationales de production et de commercialisation au sein des groupements sous-régionaux existants et par conséquent d'assurer une distribution équitable des gains résultant de la coopération commerciale.

22. Dans le contexte de l'UMA, quatre pays d'Afrique du Nord se sont engagés à harmoniser les politiques tarifaires et non tarifaires dans le cadre de la libre zone d'échanges. L'Egypte et le Soudan ne font pas partie de ces arrangements de coopération. Il conviendrait d'engager des négociations tendant à créer un système d'intégration économique englobant les six pays de l'Afrique du Nord en vue d'exploiter les potentialités commerciales existant dans la sous-région. C'est dans ce cadre précis que l'on définirait une politique de libéralisation et de facilitation des échanges intra-sous-régionaux.

Tableau 1: Commerce Intra-sous-régional 1/
(Valeur en millions de dollars des Etats-Unis)

A. EXPORTATIONS 1/

Exportation de/ vers	Algérie			Maroc			Soudan			Tunisie			Total Afri développ	
	1967	1968	1969	1967	1968	1969	1967	1968	1969	1967	1968	1969	1967	1968
1. Algérie					1	...	...	...		76	81	77	84	109
2 Egypte	10,4	5,0	6,3	7,0	3,4	4,2	76,0	37,1	41,0	9,5	4,6	5,7	113,1	55,1
3. Jamahiriye arabe libyenne				39	45	46	...	...	...	...	8	14	43	57
4. Maroc	...	2,4	2,3				...	...	...	20,9	46,2	33,7	82,5	127,7
5. Soudan	...	...	...							1,9	2,3	1,9	3,3	3,8
6. Tunisie	66,5	60,0	63,3	15,7	12,1	15,8	...	...	...				98,7	96,2

Source: "Direction of Trade Statistics Yearbook, 1990, International Monetary Fund"

1/ Les données se rapportant à l'Egypte et à la Jamahiriya arabe libyenne ne sont pas disponibles.

Tableau 2 - Commerce intra-seus-régional
(Valeur en millions de dollars des Etats-Unis)

B. IMPORTATIONS 1/

	En provenance de	Algérie			Maroc			Soudan			Tunisie		
		1987	1988	1989	1987	1988	1989	1987	1988	1989	1987	1988	1989
1.	Algérie	...	...	...	3	3	...	...	...	93	66	...	...
2.	Egypte	...	...	...	2,3	1,7	1,4	101,3	73,5	62,6	2,1	1,5	...
3.	Jamahiriya arabe libyenne	...	...	...	89	65	99	...	...	...	8	42	...
4.	Maroc	...	0,6	0,2	...	...	...	...	...	...	29,5	25,1	...
5.	Soudan	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6.	Tunisie	53,9	66,6	84,9	27,7	49,3	49,9	2,9	2,7	10,4	...	...	...

Source: "Direction of Trade Statistics Yearbook, 1990, International Monetary Fund".

1/ Les données se rapportant à l'Egypte et à la Jamahiriya arabe libyenne ne sont pas disponibles

ANNEXE I

QUELQUES MESURES DE CONTROLE DES
ECHANGES PRISES PAR LES PAYS DE LA
SOUS-REGION 1/

A. ALGERIE

a) Structure du tarif

Tableau à trois colonnes comprenant le droit de douane, la taxe unique globale à la production et le taux cumulatif des deux.

b) Taxes additionnelles:

- Droit intérieur de consommation sur les produits de l'alcool 25-100 p. 100 et droit spécifique sur les boissons alcoolisés et les produits pétroliers;
- Taxe à l'abattage: sur les graisses et huiles animales au taux de D 1,50 par Kg;
- Taxe compensatoire à l'importation 5-200 p. 100 sur la valeur c.a.f. sur les produits de luxe y compris le fromage, les oeufs, les raisins, les noix, les tapis etc.;
- Surcharge compensatoire: sur certains sucres et chocolats, confiserie, médicaments et produits cosmétiques;
- Redevance de formalités douanières: 1 p. 100 de la valeur en douane.

c) Taxes de service à l'effet équivalent à celui des droits de douane:

- Droit de visite sanitaire: sur les animaux vivants, la viande, la volaille, les produits de la pêche, graisses et huiles animales, certaines produits alimentaires prêts à la consommation, bois et laine bruts;
- Taxe unique globale sur les prestations de service: 6 p. 100 sur la valeur totale du service rendu;
- Les taux des taxes précitées sont fixés par la Loi des finances, publiée dans le Journal officiel de la République algérienne chaque fin décembre, avec les amendements en cours d'année.

1/ Source: Notes tirées d'une publication de la CNUCED.

d) Taxe de vente prélevée à l'importation:

- Taxe unique globale à la production: les taux sont fixés dans le tarif.

Les produits sujets aux taxes précitées sont mentionnés dans le tarif national.

2. Mesures non tarifaires

a) Restrictions quantitatives:

Les licences sont exigées et délivrées par le Département du commerce extérieur du Ministère du commerce et la Banque centrale d'Algérie.

La liste des importations prohibées comprend un certain nombre de produits agricoles et alimentaires, les boissons alcoolisées, divers produits de consommation, les meubles etc..

b) Règlementation monétaire et financière

Une taxe est perçue sur les opérations de change.

B. EGYPTE

1. Mesures tarifairesa) Structure du tarif:

Tableau des droits de douane à une colonne.

b) Taxes additionnelles:

- Droit fiscal ad valorem et spécifique sur les boissons alcoolisés, le coton, le café, le thé et certains produits alimentaires;

Taxe de consolidation du développement économique 5-10 p. 100, avec beaucoup d'exceptions pour les produits agricoles et alimentaires. La liste des produits avec les taux correspondants se trouve dans le Décret No. 203/80, du 9 mai 1980.

c) Taxes de services à l'effet équivalent à celui des droits de douane:

- Taxe statistique: 1 p. 100 sur la valeur des marchandises à l'exception du blé;
- Taxe de transport maritime: 0.5 p. 100 sur la valeur des marchandises importées par mer;
- Taxe municipale: 3 p. 100 de droits de douane, de taxe à la consommation et de taxe de consolidation.

d) Taxe de vente prélevée à l'importation:

- Taxe à la consommation: 3-100 p. 100, avec quelques exceptions; la liste des produits avec les taux correspondants se trouve dans: Loi No. 133/1981 du 25 juillet 1981.

2. Mesures non tarifairesa) Restrictions quantitatives:

- Les produits de première nécessité qui ne sont pas obtenus localement ne sont pas soumis au régime de licence. Une licence ou une autorisation préalable par le Comité de rationalisation des importations est requise pour toutes les autres importations;
- Les importations de tomates concentrées, de poulets gelés, d'animaux vivants, d'olives noires et de certains produits chimiques sont interdites;

- Les marchandises énumérées dans le bulletin No. 30 du 1er mars 1982, publié par le Ministère de l'économie et du commerce extérieur sont sujettes au monopole de commerce d'état ou doivent faire l'objet d'une autorisation spéciale délibérée par le Ministère précité;
- Le reste des marchandises peuvent être importées dans le cadre de "own exchange import" par des opérateurs du secteur privé possédant leurs propres devises étrangères, sous réserve d'obtenir la carte d'importation délivrée par "General Organization of Import and Export Control", 1 Ramses Street, Le Caire.

b) Réglementation monétaire et financière

- Dépôt préalable à l'importation: 25-100 p. 100 sur la valeur de la lettre de crédit en devises étrangères. Les marchandises sujettes à cette mesure avec leur taux de dépôt correspondant, ont été énumérées dans le bulletin No. 29, 1982, publié par le Ministère de l'économie et du commerce extérieur.

C. JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE

1. Mesures tarifaires

a) Structure du tarif:

Tableau de droit d'importation à une colonne.

b) Taxes additionnelles:

- Taxe municipale: 5 p. 100;
- Taxe de bienfaisance: 5 p. 100

2. Mesures non tarifaires

a) Restrictions quantitatives:

- Licences obligatoires pour toutes importations sous tutelle de:

"Secretary of Trade
Secretary of the General People's Committee for Economy
Shara Jamahiriya"
Tripoli

- La liste des produits prohibés se trouve dans le Décret No. 1315 de "General People's Committee" publié dans le journal officiel du 5 novembre 1981.

D. MAROC

1. Mesures tarifaires

a) Structure du tarif:

Tableau à 2 colonnes comprenant le taux général et le taux applicable.

b) Taxes additionnelles:

- Taxe spéciale à l'importation: 10 p. 100 de la valeur douanière;
- Droit de timbre douanier 10 p. 100.

c) Taxes de services à l'effet équivalent à celui des droits de douane:

- Taxe portuaire;
- Taxe d'inspection sanitaire

d) Taxe de vente prélevée à l'importation:

- Taxe intérieure de consommation: sur les boissons, le sucre et produits contenant du sucre, le café, le thé, les épices, le chocolat, les allumettes, les pneus, les eaux minérales et produits pétroliers; liste des produits avec taux correspondants dans: Tableaux des taxes intérieures de consommation, (1ère édition, janvier 1982) publiée par l'Administration des douanes et impôts indirects.
- Taxe intérieure sur les produits et les services allant de 6 à 30 p. 100; la liste de produits attribués à chaque catégorie de taxe citée ci-dessus se trouve dans la Loi des finances pour 1982, décret no. 2-81-867 du 1er janvier 1982.

2. Mesures non tarifaires

a) Restrictions quantitatives:

- Les produits d'importation se classent en 3 catégories:

Liste A: produits non soumis à autorisation d'importation;

Liste B: produits soumis à autorisation d'importation;

Liste C: produits prohibés à l'importation.

- Les listes A, B, C, pour 1984 sont annexées au Programme général d'importation, Décret No. 01-84 du 2 janvier 1984.

Licences sous tutelle du:

Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme
Quartier Administratif
Rabat (Maroc)

Les licences doivent être contre-signées par:

Office des changes
Ministère des finances
Av. Mohamed V
Quartier Administratif
Rabat (Maroc)

- Les importations de pneus utilisés, de tapis et d'habits usagés sont interdites (liste C)

b) Réglementation monétaire et financière:

- Dépôt préalable à l'importation: le montant équivalent à 10 p. 100 de la valeur de la transaction doit être versé à la:

Banque du Maroc
B.P. 445
Av. Mohammed V
Rabat (Maroc)

E. SOUDAN

1. Mesures tarifaires

a) Structure du tarif:

Tableau à 2 colonnes comportant les taux ordinaires et préférentiels des droits de douane.

b) Taxes additionnelles

- Surtaxe: 13 p. 100 sur la valeur c.a.f. sur presque toutes les importations, à l'exception du sucre, du blé, de la farine, de l'essence, du tabac, des cigarettes et des médicaments;
- Taxe à la consommation: sur la bière, la bière brune, le cidre, les produits du tabac, les allumettes, l'essence, les lubrifiants;
- Taxe de défense: 10 p. 100 sur presque toutes les marchandises, à l'exception des insecticides, de l'outillage agricole, des grains, des matières premières industrielles, des médicaments, du lait en poudre, des engrais, des dattes, des bicyclettes, les imprimés et le jute. La liste des marchandises exemptes de cette taxe se trouve dans le Décret No. 671, du 11 octobre 1979;

c) Taxe de service à l'effet équivalent à celui des droits de douane:

- Droits de quai: 15 p. 100 sur la valeur c.a.f. (0,5 p. 100 sur les marchandises transportés par air).

2. Mesures non tarifaires

a) Restrictions quantitatives:

- La licence est sous autorité du:

"Ministère de la coopération, du commerce et
de l'approvisionnement
B.P. 744
Khartoum"

- Toutes les importations, à l'exception des livres et des imprimés, sont soumises au régime des licences. Une licence spéciale, plus restrictive, est appliquée aux importations de voitures, de batteries, de peintures, d'allumettes, de produits cosmétiques, de savons, de produits en cuir, d'appareils photographiques, de produits en aluminium et en plastique, de meubles, de fenêtres qui figurent sur la liste de "produits normalement prohibés";
- Une autorisation préalable est requise par le Ministère de l'industrie pour l'importation de certains produits comme le ciment, le papier en carbone;

- Les quotas sont fixés pour les importations de chaussures pour enfants et dames, les tomates en boîte, les couvertures et le cuir artificiel;
 - Les importations de boissons alcoolisées et de cigarettes sont totalement prohibées.
- b) Réglementation monétaire et financière:
- 100 p. 100 de dépôt préalable à l'importation, en devises étrangères pour l'obtention de la licence d'importation, sauf pour les marchandises qui viennent d'Egypte et les marchandises essentielles suivantes: matériel et pièces détachées destinés à l'industrie locale, outillage agricole, produits du pétrole équipement pour les raffineries, matériel pour l'emballage du coton;
 - Taux de changes multiples; ne peuvent être achetées au taux de change officiel, que les marchandises spécifiées à l'alinéa précédent.

F. TUNISIE

1. Mesures tarifaires

a) Structure du tarif:

Tableau des droits de douane à une colonne.

b) Taxes additionnelles:

- Taxe parafiscale unique sur les vins, les bières et les boissons alcoolisées: 40 p. 100;
- Taxe spéciale de compensation sur les produits du poisson, du caoutchouc, du papier; la poterie, la bijouterie, les véhicules et moteurs, les machines à laver; les taux varient de 40 à 200 p. 100 sur la valeur c.a.f.;
- Droit de consommation jusqu'à 50 p. 100: sur le café, le thé, les huiles minérales, les cosmétiques, les boissons alcoolisées, les pneus, les véhicules et moteurs (taux spécifiques);
- Taxe pour alimenter le fonds spécial de stabilisation des prix des légumes et des fruits: 1 p. 100 sur les fruits et légumes importés;
- Taxe pour alimenter le fonds spécial de développement de la culture sur les vins et la bière (taux spécifiques);
- Taxe pour alimenter le fonds spécial de stabilisation des prix des produits agricoles: 2 p. 100 sur la volaille et les oeufs importés;
- Taxe en faveur du fonds de promotion des exportations: 1 p. 100 de la valeur c.a.f. sur les boissons alcoolisées, les pneus, le marbre, les produits cosmétiques etc.;
- Taxe additionnelle sur les produits de luxe: 10 p. 100 sur le caviar, certaines voitures etc..

c) Taxe de service à l'effet équivalent à celui des droits de douane:

- Taxe de formalités douanières D O 1/100 kg avec un minimum de 5 p. 100 sur la valeur c.a.f. des marchandises. La règle de 5 p. 100 ne s'applique pas aux produits pétroliers qui sont taxés à de taux spéciaux. Les livres importés en sont exemptés;
- Redevance compensatrice de 1,5 p. 100 de la taxe de formalités douanières.

d) Taxe de vente prélevée à l'importation:

- Taxe à la production: 14.4 p. 100 de la valeur c.a.f. pour les importateurs-fabricants et 18.02 pour les autres importateurs. Le lait, la farine, certaines préparations alimentaires, les papiers à imprimer, les ascenseurs, les véhicules pour personnes handicapées, les récepteurs de T.V. et les produits pharmaceutiques en sont exemptés;
- Taxe de consommation: 8, 16, 23 p. 100 de la valeur c.a.f..

2. Mesures non tarifairesa) Restrictions quantitatives:

- La licence est sous l'autorité commune du Ministère de l'économie nationale et de la Banque centrale de Tunisie;
- En plus de la liste des produits libérés et importés sans autorisation préalable sur présentation du contrat commercial et sous le couvert d'un certificat d'importation, il y a 2 listes de produits sujets aux restrictions: a) Liste des produits importés par carte d'importation; et b) la liste des produits contingentés à l'importation.

Les fabricants importateurs, les fermiers et les artisans ont droit à la carte d'importation; le maximum (renouvelable) de la valeur de l'importation par carte équivalent à D500. Les fabricants exportateurs ont droit à l'autorisation annuelle d'importation qui couvre les 2 catégories de marchandises sujets aux restrictions. La même facilité est accordée aux importateurs inscrits, sous forme de licence d'importation.

- La prohibition totale frappe les importations de sel, de postes de T.V., de mirrors, de peintures etc..

b) Restrictions monétaires

Une taxe de 0,5 p. 100 est perçue sur la valeur totale des opérations de change.

PROGRAMME DES REUNIONS ET DE NEGOCIATIONS
ADOPTÉ PAR LES PLENIPOTENTIAIRES EN VUE
DE LA CREATION D'UNE ZONE D'ECHANGES
PREFERENTIELS

<u>Date</u>	<u>Actions envisagées</u>
24-27 octobre 1988	Examen des études sectorielles en vue de déterminer les domaines de coopération et de rassembler les éléments nécessaires à la préparation du Traité et des Protocoles
19-29 mars 1989	Elaboration et examen du projet de Traité instituant la Zone d'échanges préférentiels
25-30 juin 1989	Elaboration et examen des projets de protocoles
25-29 septembre 1989	Mise au net du Traité et Protocoles, avec la participation des experts juridiques des pays membres
19-21 décembre 1989	Conférence extraordinaire des Ministres du commerce, des finances et du plan en vue d'examiner les projets du Traité et de Protocoles avant de les soumettre aux Plénipotentiaires
Mars 1990	Réunion des plénipotentiaires en vue d'adopter le Traité et les Protocoles et les rapports du Groupe intergouvernemental de négociations et fixera la date et le lieu d'un Sommet des Chefs d'Etats et de gouvernement en vue de signer le Traité.